



Demande d'aide

Aide au démarrage pour le développement des microentreprises

Chapitre 2bis de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales



La présente page interactive nécessite au minimum la version 8.1.3 d'Adobe Acrobat® Reader®. La dernière version d'Adobe Acrobat Reader pour tous systèmes (Windows®, Mac, etc.) est téléchargeable gratuitement sur le site de [Adobe Systems Incorporated](http://www.adobe.com).

Vos droits concernant vos données personnelles :

Les informations qui vous concernent recueillies sur ce formulaire font l'objet d'un traitement par l'administration concernée afin de mener à bien votre demande. Ces informations sont conservées pour la durée nécessaire par l'administration à la réalisation de la finalité du traitement.

Les destinataires de vos données sont les administrations compétentes dans le cadre du traitement de votre demande. Veuillez-vous adresser à l'administration concernée par votre demande pour connaître les destinataires des données figurant sur ce formulaire.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et le cas échéant d'effacement des informations vous concernant. Vous disposez également du droit de retirer votre consentement à tout moment.

En outre et excepté le cas où le traitement de vos données présente un caractère obligatoire, vous pouvez, pour des motifs légitimes, vous y opposer.

Si vous souhaitez exercer ces droits et/ou obtenir communication de vos informations, veuillez-vous adresser aux **Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural**. Dans le cas où les coordonnées du service responsable ne sont pas indiquées, vous avez la possibilité de vous adresser au délégué à la protection des données du **Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural** via info@ma.etat.lu. Vous avez également la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale pour la protection des données ayant son siège à 15, boulevard du Jazz, L-4370 Belvaux.

1. Saisie

Les champs marqués d'un * sont obligatoires

Nom microentreprise :	<input type="text"/>		
Forme juridique :	<input type="text"/>		
Nombre d'effectifs :	<input type="text"/>		
Nom du responsable* :	<input type="text"/>	Prénom du responsable* :	<input type="text"/>
Adresse* :	<input type="text"/>		
Téléphone* :	<input type="text"/>	E-mail* :	<input type="text"/>
Site Internet :	<input type="text"/>		
N° autorisation d'établissement :	<input type="text"/>		
N° registre de commerce :	<input type="text"/>		
Assujetti à la TVA* :	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non		
Si oui : N° TVA :	<input type="text"/>		
<input type="radio"/> Aide de 3 000 euros demandée pour service de conseil			
<input type="radio"/> Aide en capital de 12 000 euros demandée pour la mise en œuvre du plan d'entreprise			
Description des activités envisagées* :	<input type="text"/>		



Date prévue pour la mise en œuvre du plan d'entreprise* :

Date prévue pour l'achèvement de la mise en œuvre du plan d'entreprise* :

J'atteste sur l'honneur que la microentreprise*

- n'a pas bénéficié, ni sollicité une autre aide pour ces activités auprès d'autres départements ministériels.
 a bénéficié ou sollicité une autre aide pour ces activités auprès d'autres départements ministériels (pièces à joindre).

2. Pièces jointes

Veillez attester la présence des documents le cas échéant en cochant les cases correspondantes.

- Relevé d'identité bancaire (RIB)
 Autorisation d'établissement
 Courrier relatif aux demandes de cofinancement auprès d'autres départements ministériels
 Bilan commercial de l'année qui précède la demande d'aide
 Certificat d'affiliation renseignant sur le nombre de salariés occupés
 Les statuts et/ou les conventions de la microentreprise
 Concept de base/plan d'entreprise pour les activités envisagées
 Factures originales des frais de conseil acquittés

3. Signature

La signature ci-après certifie la conformité des données fournies

NB : Toute demande incomplète sera renvoyée au porteur de projet. Avec la signature de la présente demande, le porteur de projet s'engage à respecter les dispositions légales et réglementaires en vigueur et déclare avoir pris connaissance des informations relatives à l'Aide au démarrage pour le développement des microentreprises fournies en annexe de la présente demande d'aide.

Fait à* :

Le* :

Nom, prénom* :

Signature manuscrite*
(ou signature digitale) :

Annexe: Informations relatives à l'Aide au démarrage pour le développement des microentreprises